

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 10 février 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale "modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 13 février 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 februari 1998 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 13 februari 1998 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation est la suivante :

"door de omstandigheid dat de Regering op 20 november 1997 heeft beslist eenzelfde premie toe te kennen voor eenzelfde kennis en gebruik van de tweede landstaal zowel bij de plaatselijke besturen gevestigd in Brussel-Hoofdstad als bij het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat deze beslissing zo snel mogelijk moet worden uitgevoerd in het raam van het beleid van taalhoffelijkheid in het Brussels Gewest, alsmede in het belang van de goede werking van de Brusselse instellingen.".

Examen du projet

Dispositif

Article 1er

a) Cette disposition modifie l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au ministère de la Région de Bruxelles-capitale.

La disposition en projet prévoit que la prime de bilinguisme est octroyée, moyennant certaines conditions, aux membres du personnel. Il convient de se reporter à l'article 1er de l'arrêté précité pour déterminer les agents

.../...

concernés par ce texte réglementaire. Celui-ci est ainsi rendu applicable "aux membres du personnel statutaire, temporaire et contractuel en service au ministère de la Région de Bruxelles-capitale".

Il convient, cependant, d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait que la notion "d'agent temporaire" (1) n'est plus en adéquation avec l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de communautés et de régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent. En vertu de l'article 1er de cet arrêté royal, le recrutement statutaire à titre définitif constitue la règle, l'engagement contractuel étant limité strictement aux hypothèses prévues à l'article 2 du même arrêté royal.

b) Les articles 2 et 3, en projet, déterminent deux types de prime de bilinguisme en fonction du degré de connaissance de la deuxième langue.

(1) C'est essentiellement un arrêté du Régent du 30 avril 1947 qui a fixé le statut des agents temporaires. L'article 1er de cet arrêté dispose que la "qualité d'agent temporaire est reconnue à toute personne qui fournit ses services pour une période de temps limitée à une administration de l'Etat ...". A la différence des agents contractuels, les agents temporaires sont donc dans un lien statutaire mais pour une période limitée dans le temps.

Ainsi, en vertu de l'article 2, 1^o, en projet, l'agent peut apporter la preuve devant une commission d'examen qu'il a de la deuxième langue "une connaissance orale suffisante et correspondant au niveau de son grade".

Par contre, en vertu de l'article 2, 2^o, en projet, il peut apporter la preuve devant une commission d'examen qu'il a de la deuxième langue "une connaissance orale et écrite, correspondant au niveau de son grade, telle que déterminée pour les agents des services locaux situés à Bruxelles-capitale".

Dans cette dernière hypothèse et comme en a convenu le délégué du ministre, il convient de faire référence à l'article 21 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

A la différence de l'administration de la Région de Bruxelles-capitale qui, en vertu de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, doit être organisée en fonction de l'existence de cadres linguistiques, les services communaux établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-capitale doivent, quant à eux, recruter du personnel ayant la maîtrise du français et du néerlandais et ce, conformément à l'article 21, précité.

Le paragraphe 2 de cette disposition indique que lors de l'examen d'admission, le candidat doit subir "une épreuve écrite ou informatisée sur la connaissance élémentaire de la seconde langue".

.../...

Le paragraphe 4 de la même disposition prévoit quant à lui que "pour toute nomination ou promotion à une fonction qui rend son titulaire responsable vis-à-vis de l'autorité dont il relève, du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée, le candidat doit subir un examen écrit ou informatisé portant sur la connaissance suffisante de la seconde langue".

Il s'agit donc, tantôt d'une connaissance élémentaire, tantôt d'une connaissance suffisante de la deuxième langue.

Si l'on compare ces dispositions avec l'article 2, 2°, en projet, il apparaît qu'elles ne sont pas totalement conciliables.

En effet, tant le paragraphe 2 que le paragraphe 4, de l'article 21, précité, ne font référence qu'à une épreuve écrite ou informatisée.

Les articles 8 et 11 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissance linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, définissent quant à eux le contenu des épreuves linguistiques visées à l'article 21, §§ 2 et 4, précité, et ne mentionnent pas d'épreuves orales.

S'il entre dans les intentions de l'auteur du projet de se conformer à ces dispositions fédérales, il y aurait lieu de revoir le 2° de l'article 2, en projet.

.../...

Par contre, s'il souhaite des épreuves linguistiques différentes, il aurait lieu d'être plus précis quant au degré d'exigence des connaissances linguistiques requises et quant au contenu de ces épreuves.

En tout état de cause, il y aura lieu également de préciser davantage le 1^o de l'article 2, en projet, notamment quant au contenu de l'épreuve orale visant à déterminer si les candidats ont une connaissance suffisante de la deuxième langue.

c) L'article 2, 1^o et 2^o, en projet, exige que le degré de connaissance de la deuxième langue soit directement lié au grade de l'agent.

Si telle est bien l'intention des auteurs du projet, il convient, dès lors, de préciser que si l'agent, suite à une promotion notamment, change de grade, il perd le bénéfice de la prime tant qu'il n'a pas fait la preuve de la connaissance linguistique exigée dans son nouveau grade.

Article 2

Cette disposition remplace l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juillet 1991, précité, et fixe le montant annuel de la prime en fonction des épreuves que l'agent aura réussies.

.../...

Pour la connaissance de la deuxième langue telle qu'elle est prévue à l'article 2, 1^o, en projet, le montant de la prime annuelle est fixe et varie en fonction de l'appartenance de l'agent aux niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4.

Par contre, pour la connaissance de la deuxième langue telle qu'elle est prévue à l'article 2, 2^o, en projet, le montant de la prime dépendra notamment de la valeur annuelle de l'augmentation moyenne de traitement de l'échelle attachée au grade de l'agent.

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 2, 2^o, en projet, de laquelle il résulte que l'article 21, §§ 2 et 4, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, précitées, fait une distinction entre la connaissance élémentaire et la connaissance suffisante de la deuxième langue, le Conseil d'Etat se demande dans quelle mesure il n'y aurait pas lieu de ventiler également le montant de la prime pour tenir compte de ce que la connaissance peut être élémentaire ou suffisante.

Article 3

Il n'y a pas d'obligation pour l'agent bilingue d'utiliser la seconde langue dans ses relations privées avec ses collègues. En outre, la preuve envisagée d'usage de la seconde langue n'en est pas une puisqu'il s'agit d'une preuve faite par une déclaration sur l'honneur qui est dépourvue d'effet juridique.

.../...

Observations particulières

a) Le projet ne prévoit pas de dispositions transitoires.

Or, de telles dispositions pourraient être nécessaires pour les épreuves linguistiques en cours.

b) D'autre part, le projet est muet quant au personnel de l'agglomération bruxelloise et de l'ancienne province de Brabant qui a été transféré au Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale.

En effet, ces personnes bénéficiaient généralement d'une prime de bilinguisme avant leur transfert dans les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale.

Par une délibération du Conseil de l'agglomération bruxelloise du 27 juin 1973, tout le personnel de cette agglomération a bénéficié d'une telle prime.

En vertu de l'article 56, alinéa 4, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les membres de ce personnel

"conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.".

.../...

Par un arrêté du 20 juillet 1993, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale a convenu que les agents statutaires de l'agglomération conservaient leur prime de bilinguisme et qu'elle serait octroyée selon le statut pécuniaire de l'agglomération. Quant au personnel contractuel de l'agglomération, il y aurait lieu de faire une distinction entre ceux, qui à la date du 1er avril 1993 ont réussi l'examen linguistique et ceux qui, à cette date, ne l'auraient pas réussi.

Les premiers conserveraient la prime d'origine, les seconds ne la conserveraient qu'à la condition de réussir l'examen linguistique tel que prévu par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juillet 1991, précité et ce, dans un délai de dix-huit mois à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juillet 1993, précité.

Des dispositions du même ordre ont été prises en faveur des membres du personnel de l'ancienne province de Brabant.

Par un accord de coopération du 30 mai 1994, pris en vertu de l'article 92bis, § 4quater, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il a été décidé que les agents qui bénéficiaient d'une prime linguistique, au moment de leur transfert, se verraient garantir

"à titre personnel la somme du montant du traitement individuel et du montant de la prime linguistique dont ils bénéficiaient au 31 décembre 1994, tous deux fixés selon l'indice de base de 138,01."

.../...

En vertu d'un arrêté du 26 janvier 1995, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale a réglé à titre transitoire la situation du personnel de la province de Brabant qui lui a été transféré.

L'article 4 de cet arrêté prévoit que ce personnel a droit à la prime de bilinguisme

"en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au ministère de la Région de Bruxelles-capitale.

Si le montant du traitement et de la prime de bilinguisme, fixé en application du paragraphe 1er, est inférieur au montant du traitement et de la prime de bilinguisme dont le personnel bénéficiait en application de la réglementation à la province, il conserve le montant supérieur tant qu'il n'obtient pas un traitement au moins égal.

Pour le calcul du montant garanti, visé au premier alinéa, le montant du traitement et de la prime de bilinguisme dont le personnel bénéficiait au 31 décembre 1994 sont liés à l'indice des prix à la consommation.".

Dans un souci de clarté et de cohérence juridique, il serait souhaitable que l'auteur du projet indique dans quelle mesure les dispositions en projet sont ou non applicables aux agents de l'agglomération et de l'ancienne province de Brabant qui ont été intégrés dans le ministère de la Région de Bruxelles-capitale.

.../...

Observation finale

Les textes en projet modifient les articles 2, 3 et 4 respectivement de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au ministère de la Région de Bruxelles-capitale et de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction auprès de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 10 juin 1993.

Or, ces deux arrêtés ne contiennent que six dispositions, à savoir :

- l'article 1er qui définit le champ d'application;
- les articles 2 à 4 que le texte en projet remplace;
- l'article 5 qui dispose que le ministre de la Fonction publique est compétent pour régler les difficultés d'ordre administratif que pourrait entraîner l'application des dispositions qui précèdent;
- l'article 6 qui constitue le fixant vigueur.

Compte tenu de l'ampleur des modifications contenues dans les projets d'arrêté par rapport aux dispositions non modifiées, il serait plus adéquat, dans un souci de sécurité juridique, de refondre le texte existant et le texte en projet dans un texte nouveau.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag de redenen voor het verzoek om spoedbehandeling worden vermeld.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd :

"door de omstandigheden dat de Regering op 20 november 1997 heeft beslist eenzelfde premie toe te kennen voor eenzelfde kennis en gebruik van de tweede landstaal zowel bij de plaatselijke besturen gevestigd in Brussel-Hoofdstad als bij het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat deze beslissing zo snel mogelijk moet worden uitgevoerd in het raam van het beleid van taalhoffelijkheid in het Brussels Gewest, alsmede in het belang van de goede werking van de Brusselse instellingen.".

Onderzoek van het ontwerp

Bepalend gedeelte

Artikel 1

a) Deze bepaling wijzigt artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

.../...

Overeenkomstig de ontworpen bepaling wordt de tweetaligheidspremie onder bepaalde voorwaarden toegekend aan de personeelsleden. Er zij verwezen naar artikel 1 van het voormelde besluit om te bepalen op welke ambtenaren die verordeningstekst van toepassing is. Aldus wordt deze toepasselijk verklaard op "de statutaire, tijdelijke en contractuele personeelsleden in dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Evenwel dient de steller van het ontwerp te worden gewezen op het feit dat het begrip "tijdelijk ambtenaar" (1) niet meer overeenstemt met het bepaalde in het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen. Krachtens artikel 1 van dat koninklijk besluit is de werving in vast verband de regel, en wordt de indienstneming bij arbeidsovereenkomst strikt beperkt tot de gevallen bepaald in artikel 2 van hetzelfde besluit.

(1) De rechtspositie van de tijdelijke ambtenaren is hoofdzakelijk vastgelegd in een besluit van de Regent van 30 april 1947. Artikel 1 van dat besluit bepaalt : "Tijdelijk personeelslid is elkeen die voor een beperkte tijd zijn diensten aan een Rijksbestuur verleent, ...". In tegenstelling tot de arbeidscontractanten bevinden de tijdelijke ambtenaren zich dus in een bij een statuut vastgelegd dienstverband, doch voor een in de tijd beperkte periode.

b) De ontworpen artikelen 2 en 3 stellen twee soorten van tweetaligheidspremies vast naar gelang van het niveau van de kennis van de tweede taal.

Krachtens het ontworpen artikel 2, 1^o, kan de ambtenaar aldus voor een examencommissie het bewijs leveren dat hij "een voldoende mondelinge kennis (heeft) van de tweede taal overeenstemmend met het niveau van (zijn) graad".

Krachtens het ontworpen artikel 2, 2^o, daarentegen kan hij voor een examencommissie het bewijs leveren dat hij "een mondelinge en schriftelijke kennis (heeft) van de tweede taal overeenstemmend met het niveau van (zijn) graad, zoals bepaald voor de ambtenaren van de plaatselijke besturen gevestigd in Brussel-Hoofdstad".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het laatstgenoemde geval dient te worden verwezen naar artikel 21 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

In tegenstelling tot de administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die krachtens de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen, moet worden georganiseerd rekening houdende met het bestaan van taalkaders, moeten de gemeentelijke diensten op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van hun kant, overeenkomstig het voormelde artikel 21, personeel werven dat de Franse en de Nederlandse taal machtig is.

.../...

In paragraaf 2 van die bepaling wordt vermeld dat de gegadigde bij het toelatingsexamen "een schriftelijk of computergestuurd (examen)gedeelte over de elementaire kennis van de tweede taal" moet afleggen.

Zijnerzijds schrijft paragraaf 4 van dezelfde bepaling voor dat voor "iedere benoeming of bevordering tot een ambt waarvan de titularis tegenover de overheid waaronder hij ressorteert, verantwoordelijk is voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of in het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd", de gegadigde "een schriftelijk of computergestuurd examen over de voldoende kennis van de tweede taal" moet afleggen.

Het betreft dus nu eens de elementaire kennis, dan weer de voldoende kennis van de tweede taal.

Als men die bepalingen vergelijkt met het ontworpen artikel 2, 2°, blijkt dat ze niet volledig bestaanbaar zijn met elkaar.

Zowel paragraaf 2 als paragraaf 4 van het voormelde artikel 21 verwijzen immers alleen naar een schriftelijk of computergestuurd examengedeelte.

De artikelen 8 en 11 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966, bepalen van hun kant de inhoud van de in het voormelde artikel 21, §§ 2 en 4, bedoelde taalexamens en maken geen melding van mondelinge examengedeelten.

.../...

Indien het in de bedoeling ligt van de steller van het ontwerp zich te richten naar die federale bepalingen, zou onderdeel 2° van het ontworpen artikel 2 moeten worden herzien.

Indien hij daarentegen verschillende taalexamens wenst, zou er meer duidelijkheid moeten zijn omtrent het niveau van de vereiste taalkennis en omtrent de inhoud van die examens.

Onderdeel 1° van het ontworpen artikel 2 zou hoe dan ook eveneens moeten worden verduidelijkt, inzonderheid wat de inhoud betreft van het mondelinge examengedeelte dat ertoe strekt vast te stellen of de gegadigden een voldoende kennis hebben van de tweede taal.

c) Het ontworpen artikel 2, 1° en 2°, bepaalt dat het niveau van de kennis van de tweede taal rechtstreeks samenhangt met de graad van de ambtenaar.

Indien zulks wel degelijk de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, dient bijgevolg te worden gepreciseerd dat indien de ambtenaar, als gevolg van onder andere een bevordering, van graad verandert, hij zijn aanspraak op de premie verliest zolang hij niet het bewijs heeft geleverd van de in zijn nieuwe graad vereiste taalkennis.

.../...

Artikel 2

Deze bepaling vervangt artikel 3 van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 en bepaalt het jaarlijkse bedrag van de premie op grond van de examens waarvoor de ambtenaar is geslaagd.

Voor de kennis van de tweede taal zoals bepaald in het ontworpen artikel 2, 1°, is de jaarlijkse premie een vast bedrag dat varieert naar gelang de ambtenaar behoort tot de niveaus 1, 2+, 2, 3 en 4.

Voor de kennis van de tweede taal zoals bepaald in het ontworpen artikel 2, 2°, daarentegen, zal het bedrag van de premie onder meer afhankelijk zijn van het jaarlijks beloop van de gemiddelde weddeverhoging van de weddeschaal verbonden aan de graad van het personeelslid.

Gelet op de opmerking die is gemaakt onder het ontworpen artikel 2, 2°, waaruit blijkt dat in artikel 21, §§ 2 en 4, van de voormelde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken een onderscheid wordt gemaakt tussen de elementaire kennis en de voldoende kennis van de tweede taal, rijst bij de Raad van State de vraag in hoeverre het bedrag van de premie niet op zijn beurt zou moeten worden uitgesplitst om er rekening mee te houden dat de kennis elementair of voldoende kan zijn.

.../...

Artikel 3

De tweetalige ambtenaar is niet verplicht de tweede taal te gebruiken in zijn privécontacten met collega's. Het voorgeschreven bewijs van het gebruik van de tweede landstaal is bovendien geen bewijs, aangezien het een bewijs betreft dat wordt geleverd op grond van een verklaring op erewoord, die geen enkel rechtsgevolg heeft.

Bijzondere opmerkingen

a) Het ontwerp voorziet niet in overgangsbepalingen.

Zulke bepalingen zouden evenwel noodzakelijk kunnen zijn voor de aan de gang zijnde taalexamens.

b) Het ontwerp zegt bovendien niets over het personeel van de Brusselse Agglomeratie en van de vroegere provincie Brabant dat is overgeheveld naar de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Die personen konden vóór hun overheveling naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering immers over het algemeen aanspraak maken op een tweetaligheidspremie.

.../...

Bij een besluit van de Brusselse Agglomeratieraad van 27 juni 1973 heeft het hele personeel van die agglomeratie zulk een premie gekregen.

Krachtens artikel 56, vierde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, behouden de leden van dat personeel

"ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overdracht bekleedden.".

Bij een besluit van 20 juli 1993 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering besloten dat de vastbenoemde ambtenaren van de agglomeratie hun tweetaligheidspremie behielden en dat ze zou worden toegekend volgens de bezoldigingsregeling van de agglomeratie. Wat de arbeidscontractanten van de agglomeratie betreft, zou een onderscheid moeten worden gemaakt tussen degenen die op 1 april 1993 geslaagd waren voor het taalexamen en degenen die op die datum er niet voor geslaagd waren.

De eerstgenoemden zouden de oorspronkelijke premie behouden, de overigen zouden ze slechts behouden op voorwaarde dat ze slagen voor het taalexamen bepaald in het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991, binnen een termijn van achttien maanden te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het voormelde besluit van 20 juli 1993.

.../...

Soortgelijke bepalingen zijn uitgevaardigd ten gunste van de personeelsleden van de vroegere provincie Brabant.

Bij een samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994, gesloten krachtens artikel 92bis, § 4quater, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is besloten dat aan de personeelsleden die op het tijdstip van hun overheveling een taalpremie genoten,

"de som van het bedrag van de individuele wedde en van het bedrag van de taalpremie die zij op 31 december 1994 genoten, beide vastgesteld volgens basis-index 138,01, ten persoonlijke titel (wordt) gewaarborgd.".

Krachtens een besluit van 26 januari 1995 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij wijze van overgangsmaatregel de rechtspositie geregeld van het personeel van de provincie Brabant dat naar haar diensten is overgeheveld.

Artikel 4 van dat besluit bepaalt dat dit personeel recht heeft op de tweetaligheidspremie

"in toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Indien het bedrag van de wedde en van de tweetaligheidspremie vastgesteld in toepassing van paragraaf 1 lager is dan het bedrag van de wedde en de tweetaligheidspremie dat het personeel in zijn graad genoot in toepassing van de reglementering van de Provincie, behoudt het het hoogste bedrag totdat het een tenminste gelijke wedde bekomt.

.../...

Voor de berekening van het gewaarborgde bedrag, bedoeld in het eerste lid, worden het bedrag van de wedde en van de tweetaligheidspremie die het personeel genoot op 31 december 1994 gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen."

Ter wille van de duidelijkheid en de juridische cohesie zou het wenselijk zijn dat de steller van het ontwerp vermeldt in welke mate de ontworpen bepalingen al dan niet van toepassing zijn op de personeelsleden van de agglomeratie en de vroegere provincie Brabant die zijn opgenomen in het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Slotopmerking

De ontworpen teksten wijzigen de artikelen 2, 3 en 4 van respectievelijk het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel werkzaam bij sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 10 juni 1993.

Die twee besluiten bevatten evenwel slechts zes bepalingen, te weten :

- artikel 1, dat de werkingssfeer bepaalt;

.../...

- de artikelen 2 tot 4, die de ontworpen tekst vervangt;
- artikel 5, dat bepaalt dat de Minister van Openbaar Ambt bevoegd is om de moeilijkheden van administratieve aard te regelen die ten gevolge de toepassing van de voorgaande bepalingen kunnen ontstaan;
- artikel 6, dat de inwerkingtreding regelt.

Gelet op de omvang van de in de ontwerpbesluiten vervatte wijzigingen ten opzichte van de niet-gewijzigde bepalingen, zou het ter wille van de rechtszekerheid raadzaam zijn de bestaande tekst en de ontworpen tekst tot één nieuwe tekst te versmelten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS